

Tendances contemporaines de la famille

L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2003

**Roger Sauvé, People Patterns Consulting
(février 2004)**



**1994-2004
10^e anniversaire de
l'année internationale de la famille**

94 PROM. CENTREPOINTE DR. OTTAWA, ONTARIO, CANADA K2G 6B1 TEL: (613) 228-8500 FAX/TÉLÉC : (613) 228-8007 WWW.IVFAMILLE.CA

Patron
Her Excellency The Right Honourable
Adrienne Clarkson, C.C., C.M.M., C.D.
Governor General of Canada

Founded by the late
Right Honourable *Georges P. Vanier*
and the late Honourable *Pauline Vanier*

Présidente d'Honneur
Son Excellence la très honorable
Adrienne Clarkson, C.C., C.M.M., C.D.
Gouverneur Général du Canada

Fondé par feu le très
Honorable *Georges P. Vanier*
et l'Honorable *Pauline Vanier*

President/Présidente
Carol Matusicky

Chair, Executive Committee
Présidente, Comité Exécutif
Verna Bruce

À propos de l'auteur...

Roger Sauvé, président de People Patterns Consulting, est l'auteur de *Canadian People Patterns* (1990) et de *Borderlines* (1994). Il a rédigé de nombreux rapports pour des clients sur les tendances sociales, économiques et démographiques en plus d'élaborer des prévisions à long terme sur les dépenses des ménages. On peut rejoindre Roger Sauvé par téléphone au 250.642.2771, par télécopieur au 250.642.2726, par courriel à roger@peoplepatternsconsulting.com ou par le biais de son site Web à www.peoplepatternsconsulting.com.



L'Institut Vanier de la famille a été fondé en 1965 sous le patronage de Leurs Excellences le Gouverneur général Georges P. Vanier et madame Pauline Vanier. L'Institut est une organisation bénévole nationale qui se consacre à la promotion du bien-être des familles canadiennes par le biais de la recherche, de publications, de l'éducation du public et de la défense des intérêts des familles.

L'Institut collabore régulièrement avec les entreprises, les législateurs, les décisionnaires, les spécialistes de programmes, les chercheurs, les éducateurs, les professionnels des services à la famille, les médias et le grand public.



Tendances contemporaines de la famille est une collection de documents hors série rédigés par d'éminents experts canadiens des études de la famille.

Also available in English

Table des matières

<i>Introduction et note technique</i>	4
<i>APERÇU DU RAPPORT 2003 - « Vivre au bord du gouffre »</i>	5
APERÇU DE L'ENSEMBLE DES MÉNAGES JUSQU'EN 2003 (familles et individus libres de liens familiaux)	7
<i>La diminution des gains horaires réels est pointée du doigt</i>	7
<i>Créer des familles « boulomanes »... avec enfants</i>	7
<i>Amélioration lente mais continue dans le revenu des ménages</i>	8
<i>Dépenses excessives à grande échelle, à court et à long terme</i>	9
<i>Des dépenses excessives?... Ou essaie-t-on simplement de tenir le rythme?</i>	10
<i>Le taux d'épargne atteint un plancher record</i>	11
<i>L'endettement atteint un sommet inégalé</i>	13
<i>Ratios d'endettement records</i>	14
<i>Les paiements d'intérêt chutent... mais le « fardeau » de la dette demeure à des sommets quasi records</i>	15
<i>La hausse des taux d'intérêt fera-t-elle éclater la tirelire?</i>	16
<i>Les faillites frisent des niveaux records</i>	17
<i>Plus de la moitié du récent accroissement des actifs est attribuable aux biens immobiliers</i>	17
EXAMEN APPROFONDI DU BUDGET DE LA FAMILLE JUSQU'EN 2001	19
<i>Les transferts publics et d'importantes réductions d'impôt entraînent une hausse substantielle du revenu familial</i>	19
<i>La plupart des types de famille ont vu leur revenu croître</i>	20
<i>Légère amélioration du taux de faible revenu (pauvreté)</i>	21
<i>Plus de 3 millions de Canadiens vivent dans la pauvreté</i>	22
<i>Pour beaucoup, la pauvreté n'est que temporaire</i>	23
<i>Accroissement de l'inégalité</i>	24
<i>ANNEXE A Revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux, écart de faible revenu et portion du revenu après impôt</i>	26
<i>ANNEXE B Familles et individus libres de liens familiaux, à faible revenu (dits pauvres), après impôt</i>	28
<i>Notes en fin de texte et sources de données additionnelles utilisées pour les graphiques</i>	29

INTRODUCTION ET NOTE TECHNIQUE

Nous revoilà. Ce cinquième rapport annuel fait le point sur l'état actuel du budget des familles et des ménages. Il examine le revenu, les dépenses, l'épargne et la valeur nette par catégorie de famille et de ménage. À en juger par la réaction positive suscitée par les rapports antérieurs, les particuliers, les familles, les gouvernements, le milieu des affaires, les syndicats, les médias ainsi que beaucoup d'autres organisations veulent et ont besoin d'en connaître davantage sur la situation financière des familles. Ils désirent aussi avoir une perspective générale de la situation. Ce rapport s'affirme graduellement comme un document source tant pour le grand public que pour les chercheurs. Certaines de ses conclusions se retrouvent maintenant dans des manuels.

Le rapport porte essentiellement sur les familles, mais hélas les indicateurs familiaux les plus récents ne vont pas au-delà de 2001. Nous disposons d'information beaucoup plus ponctuelle pour l'ensemble du secteur domestique et dont nous nous sommes servis pour fournir nombre des estimations concernant tous les ménages jusqu'en 2003. Les estimations 2003 sont basées sur les neuf premiers mois de l'année. Les ménages comprennent les familles et les individus libres de liens familiaux. Les ménages familiaux représentent environ les deux tiers de tous les ménages. Les tendances récentes observées dans les ménages donnent une bonne idée de ce qui se passe dans les familles. Les estimations concernant les particuliers, pour ce que l'on appelle le revenu personnel disponible, ont été calculées après les transferts publics et l'impôt sur le revenu. Il en est de même pour les mesures du revenu familial.

Pour mieux comprendre les résultats et leur pertinence, toutes les mesures ont été converties en fonction du ménage et de la famille. Toutes les estimations sont présentées en dollars constants de 2001, et reflètent par conséquent l'évolution réelle du pouvoir d'achat après inflation sur plusieurs années. L'expression « réel » réfère à ce qui serait arrivé sans inflation. Les mesures incorporent les mises à jour et toute révision récente effectuée par Statistique Canada.

L'analyse couvre principalement la période de 1989 à 2003, en particulier les trois dernières années se terminant en 2001, 2002 ou 2003, selon la série de données. L'année 1989 a été choisie comme point de départ parce que ce fut la dernière année où l'économie canadienne a connu une performance globale vigoureuse. Tous les graphiques couvrent chaque année à partir de 1989 jusqu'à la dernière année complète, ou nos estimations pour la dernière année. Le Graphique 1 fait exception, car les données normalisées ne sont disponibles qu'à compter de 1991. Le texte, les tableaux et les annexes indiquent l'ensemble des changements survenus pour toute la période et chacune des trois dernières années. Les cellules ombragées (en gris) des tableaux mettent en exergue la détérioration ou les baisses survenues pour les indicateurs choisis. Les lecteurs sont encouragés à examiner les tableaux A et B en annexe pour un aperçu plus détaillé des changements vécus par différents types de famille et de ménage.

La quasi totalité des données de base provient de Statistique Canada. Tous les calculs additionnels sont de l'auteur.

Les opinions exprimées dans le présent rapport n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut Vanier de la famille. L'auteur assume la responsabilité de toute erreur ou omission. On peut rejoindre Roger Sauvé, People Patterns Consulting, par téléphone (250.642.2771), télécopieur (250.642.2726), courriel (roger@peoplepatternsconsulting.com), ou par le biais de son site Web (www.peoplepatternsconsulting.com).

APERÇU DU RAPPORT 2003

« *Vivre au bord du gouffre* »

Il y a maintenant dix ans, en 1994, le Canada et le monde entier ont célébré l'*Année internationale de la famille*. Au cours de la décennie, les revenus familiaux ont augmenté et se sont entièrement relevés de la récession du début des années 1990. Les taux de pauvreté ont diminué, quoique beaucoup de familles éprouvent de la difficulté à joindre les deux bouts. Pendant ce temps, beaucoup d'autres, qui ont probablement assez d'argent pour subvenir à leurs besoins actuels, s'inquiètent de l'avenir. En outre, les nouvelles positives concernant l'ensemble de l'économie cachent certains problèmes fondamentaux des familles aujourd'hui ou auxquels elles seront confrontées plus tard.

En fait, les dépenses des ménages ont contribué à la croissance économique de ces dernières années. Mais à quel prix! Ce rapport démontre que ce qui a été bon pour l'économie ne l'a pas été autant pour la majorité des ménages.

Un nombre grandissant de ménages « vivent maintenant au bord du gouffre », et ce, pour trois raisons : baisse des gains horaires réels, augmentation continue des dépenses du ménage et endettement croissant. Nous avons peut-être ainsi créé les familles « boulomanes ».

La période 1989 à 2003 a été marquée par des dépenses largement excessives dans un contexte de croissance modeste des revenus. Afin de soutenir cet « excès de dépenses », davantage de membres de la famille occupent maintenant un emploi rémunéré et travaillent un plus grand nombre d'heures. C'est particulièrement le cas des parents avec enfants dont le pourcentage au sein de la population active a atteint des niveaux records. Des individus et des familles responsables et battantes ont fait ce qu'il fallait pour subvenir à leurs besoins et à ceux des personnes à leur charge... mais un grand nombre n'ont tout simplement pas réussi à maintenir ce rythme.

Le « gouffre » s'est rapproché un peu plus à chacune des cinq années de la production de ce rapport annuel. Les sources de tension sont palpables :

- La dévalorisation des gains horaires.
- Un nombre sans précédent de personnes occupent un emploi.
- Le taux d'épargne des particuliers a maintenant chuté à un plancher historique.
- L'endettement a atteint un sommet inégalé.
- Les faillites demeurent à des niveaux quasi-records.
- Ces dernières années, seul le quintile supérieur des familles a vu croître sa part de l'ensemble des revenus. Les 80 % des familles restantes ont vu leur part diminuer ou stagner. Nombre de ces familles ont déjà basculé dans le « gouffre ». Les plus grands perdants ont été les 40 % représentant les familles les plus pauvres.

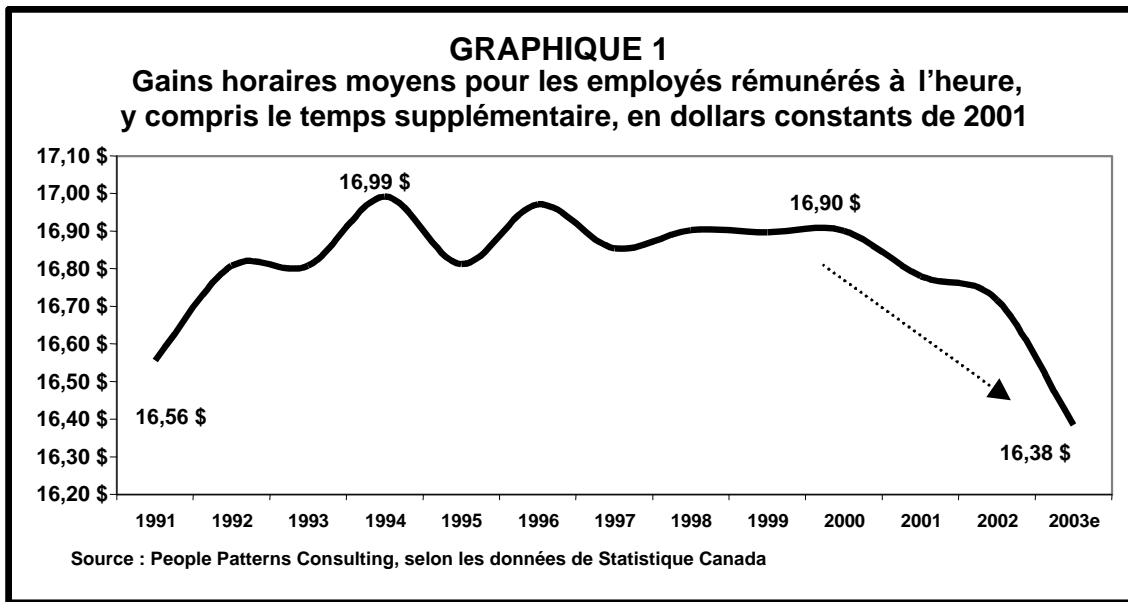
Beaucoup trop de familles se trouvent de plus en plus près du « gouffre » et un nombre croissant d'entre elles y basculeront lorsque (et non si) les taux d'intérêt – actuellement à leur plus bas niveau en 40 ans - amorceront une remontée. Les ménages doivent diminuer leurs dépenses, liquider des dettes et se bâtir une réserve pour les temps plus difficiles. Et ils doivent s'y atteler dès maintenant.

Nous comptons depuis quelque temps déjà sur la consommation des Canadiens pour soutenir l'économie nationale. Ceci pourrait ne plus être possible. Comme nous le verrons, un grand nombre d'entre nous avons déjà franchi la limite de notre capacité de dépenser et n'avons plus de marge de manoeuvre. Pouvons-nous nous éloigner du précipice des dépenses excessives et anticiper une croissance économique? Telle est la question qui se pose à nous tous.

APERÇU DE L'ENSEMBLE DES MÉNAGES JUSQU'EN 2003 (familles et individus libres de liens familiaux)

La diminution des gains horaires réels est pointée du doigt

La hausse des gains réels n'est plus qu'un lointain souvenir... 1994 en a marqué le coup d'arrêt. Les gains réels, quasi nuls de 1994 à 2000, ont depuis piqué du nez : -3 % en 2003. Le pouvoir d'achat du travailleur moyen ne cesse de s'éroder.



Les travailleurs à salaire minimum ont été les plus touchés. Le salaire minimum moyen, pondéré selon le nombre total de chômeurs dans chaque province, a augmenté d'environ 2 % entre 2000 et 2003, tandis que les prix à la consommation ont bondi de 7 %. Ainsi, les salaires minimums réels ont chuté d'environ 5 % au cours de la période. Pendant ce temps, les salaires minimums réels ont fléchi dans la moitié des provinces. Les salaires minimums provinciaux, qui vont de 5,90 \$ en Alberta à 8 \$ en Colombie-Britannique, fournissent seulement des revenus équivalant au seuil de pauvreté aux travailleurs adultes occupant un emploi à temps plein, pour une année complète, à la plupart des célibataires et à toutes les familles à soutien économique unique.

Les prestataires d'aide sociale tirent aussi de l'arrière. Un parent seul avec un enfant vivant en milieu urbain aura reçu, après tous les avantages sociaux admissibles, un revenu équivalant à 64 % environ du seuil de faible revenu (pauvreté) en 2001... bien en deçà des 72 % de 1992¹.

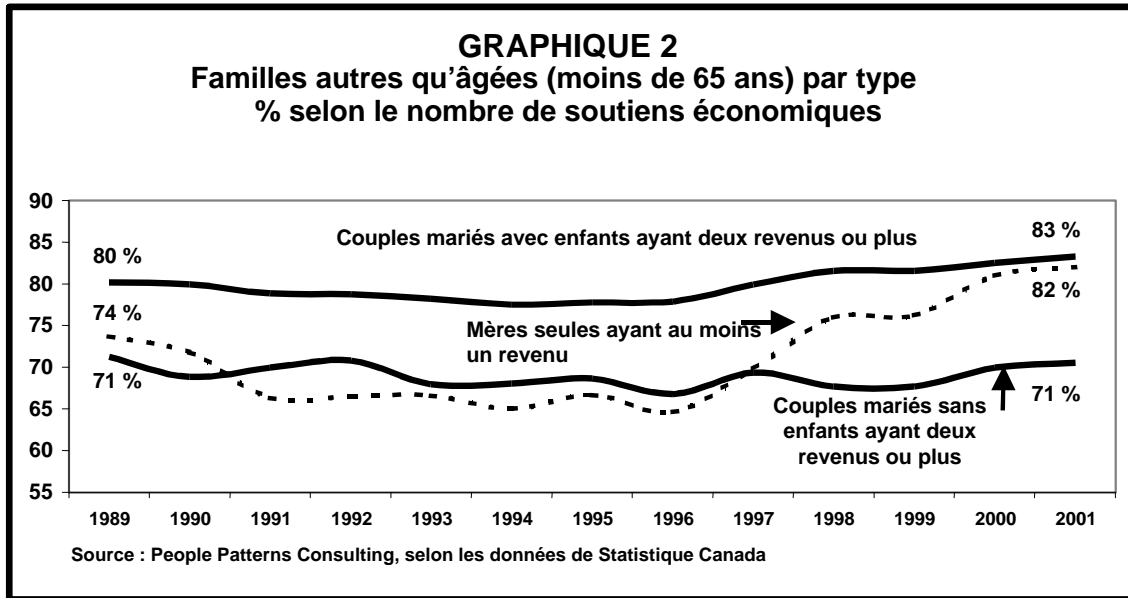
Créer des familles « boulomanes »... avec enfants

La baisse des gains horaires réels a poussé un nombre accru de personnes dans la population active, particulièrement chez les familles avec enfants. En 2001, quelque 83 % des couples mariés avec enfants comptaient deux soutiens économiques ou plus - un nouveau sommet! Le pourcentage de familles monoparentales dirigées par une femme avec au moins un soutien économique a grimpé à 82 %... un autre sommet. Les parents semblent prendre très au sérieux les responsabilités et les coûts associés aux enfants. Ce faisant, nous avons créé des familles « boulomanes » dans lesquelles de plus en plus d'adultes, et dans

bien des cas, des jeunes, font partie de la population active. De plus en plus, le fait d'occuper ou non un emploi rémunéré est dicté par la nécessité : le « gouffre » financier est simplement trop près.

Il est intéressant de noter que le pourcentage de couples mariés sans enfants et comptant deux soutiens économiques ou plus est demeuré à près de 71 % pendant l'essentiel des douze dernières années. Pour ce groupe, le « gouffre » n'a pas été aussi proche comparativement aux familles avec enfants.

Le nombre de travailleurs occupant plus d'un emploi (cumul d'emplois) a grimpé à 5,1 % en 2002, égalant le pic enregistré en 1997.



En revanche, le taux de création d'emplois a été relativement élevé ces dernières années. Depuis 1997, l'économie canadienne a généré au moins 300 000 nouveaux emplois par année, excepté en 2001 où « seulement » 167 000 emplois furent créés.

Cependant, la qualité des nouveaux emplois a diminué. Entre janvier 2000 et novembre 2003, le nombre de travailleurs à temps partiel a bondi de 12,3 %, soit le double de celui des travailleurs à temps plein.

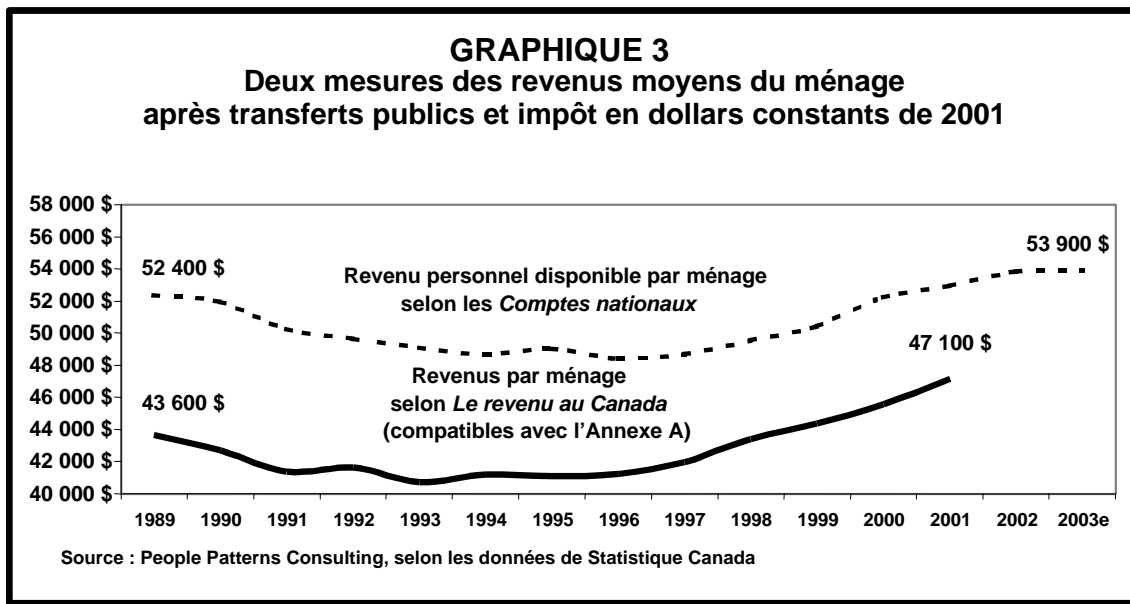
Les revenus ont aussi été freinés en raison du surplus de travailleurs par rapport à la demande. Le taux de chômage s'est stabilisé autour de 7,5 % environ à la fin de 2003 comparativement à quelque 6,5 % au début de 2000. De toute évidence, il y a des pénuries dans certaines classifications de postes, mais le marché du travail demeure favorable aux employeurs - les travailleurs se battent pour les emplois disponibles.

Amélioration lente mais continue dans le revenus de ménages

Ce rapport utilise deux estimations pour les revenus des ménages. Les deux se fondent sur des données de Statistique Canada et sont calculées en dollars constants de 2001 après les transferts publics et l'impôt. Les tendances à long terme dans les deux séries de documents de recherche sur le revenu sont sensiblement les mêmes, mais certainement pas identiques.

La ligne pointillée du Graphique 3 révèle que le revenu personnel disponible réel moyen² des particuliers par ménage a atteint difficilement 53 900 \$ en 2003 (soit une faible hausse d'environ +0,2 %) par rapport à l'année précédente. La hausse de 2003 a été beaucoup plus modeste qu'au cours des deux années précédentes (+1,4 % en 2001 et +1,6% en 2002). En outre, la progression enregistrée pour ces trois années est beaucoup plus légère que le bond de 3,6% constaté en 2000. Les gains au niveau des revenus ont ralenti depuis l'accroissement résultant de la reprise du début des années 1990. En fait, le revenu disponible réel par ménage n'a augmenté que de 2,9 % entre 1989 et 2003.

La ligne continue du Graphique 3 est notre série favorite; malheureusement les données ne sont disponibles que jusqu'à 2001. En utilisant cette mesure, le revenu réel moyen par ménage a progressé de 3,5 % en 2001. Les augmentations pour cette mesure devraient afficher une lente progression en 2002 et 2003 quand elles seront disponibles.



(Note : Ces deux séries de documents de recherche couvrent sensiblement le même groupe de ménages, mais on y arrive en utilisant des méthodes distinctes qui donnent des estimations un peu différentes. La ligne pointillée du Graphique 3 provient des comptes sectoriels (particuliers) des *Comptes nationaux* produits par Statistique Canada. Les données, disponibles pour la majeure partie de 2003, sont sujettes à révision. La ligne continue provient directement du CD *Tendances du revenu au Canada*, également produit par Statistique Canada. Même si ce dernier titre paraît avec beaucoup de retard, il constitue une source privilégiée pour l'examen de la situation des familles. En effet, il contient de l'information très détaillée selon le type de famille et de ménage, la catégorie de revenu, le groupe d'âge, la province et d'autres caractéristiques. Cette source a servi de base aux renseignements détaillés du Graphique 3, des Tableaux A et B en annexe que nous mettons à jour tous les ans et des graphiques 11 à 15.

Dépenses excessives à grande échelle, à court et à long terme

Les dépenses totales du ménage ont progressé de 2,7 % en termes réels en 2003. Ce taux dépasse de loin la minime hausse (+0,2 %) du revenu personnel disponible la même année. Que s'est-il passé pour l'année antérieure? Les dépenses totales du ménage ont augmenté de 2,2 % en termes réels en 2002, soit presque une fois et demie la hausse (+1.6%) enregistrée pour le revenu personnel disponible cette année-

là. La tendance est claire. À court terme, l'augmentation des dépenses a largement dépassé celle des revenus. Il s'agit de « dépenses excessives » par rapport aux revenus.

L'ampleur de ces « dépenses excessives » est plus visible à long terme. Le dernier pic de l'économie remonte à 1989 où la plupart des indicateurs ont atteint des sommets records et que le taux de chômage était faible. Une récession a suivi au début des années 1990. L'économie s'est renforcée depuis malgré une certaine stagnation ces deux dernières années.

Le Graphique 4 indique que les dépenses réelles par ménage ont bondi de 17,4 % entre 1989 et 2003. Au cours de la même période, le revenu personnel disponible par ménage n'a progressé que de 2,9 %. Voilà ce qu'on peut qualifier de « dépenses excessives » à grande échelle!

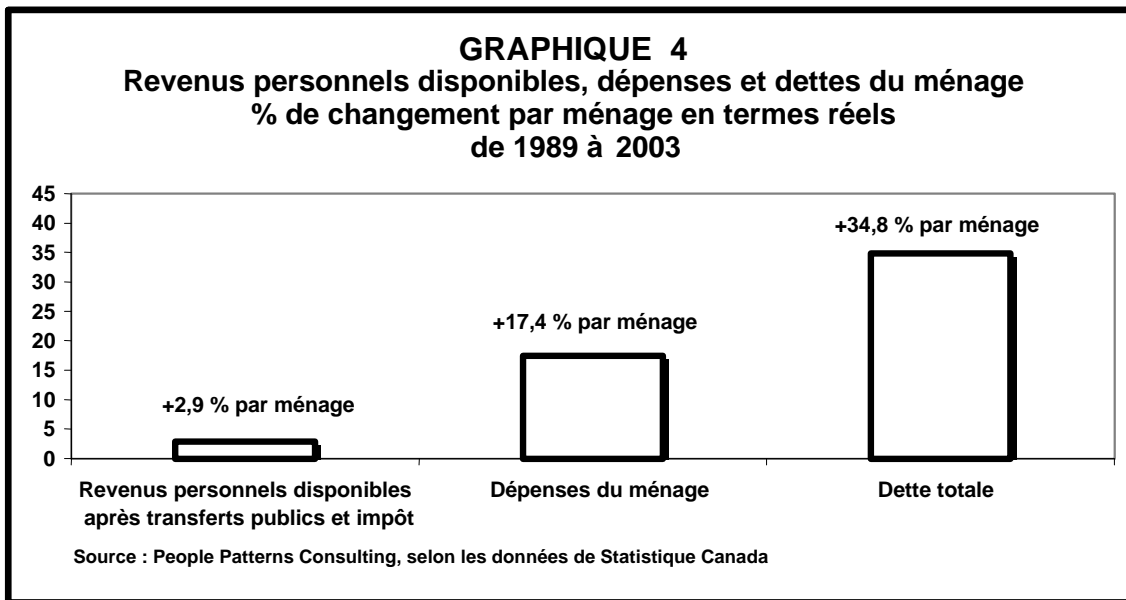
À long terme, les dépenses ont progressé six fois plus vite que les revenus. Comment en est-on arrivé là? La réponse est facile : aggravation substantielle de l'endettement et chute de l'épargne! (Voir graphiques 5 et 7)

Des dépenses excessives? ... Ou essaie-t-on simplement de tenir le rythme?

Une question difficile à répondre. Probablement un peu des deux. Les caractéristiques des individus et des groupes de ménages et de familles y comptent pour beaucoup.

Pour l'essentiel, ces dépenses sont attribuables à l'évolution démographique. En effet, une cohorte d'enfants du baby boom, âgés de 23 à 42 ans en 1989 et de 37 à 56 ans en 2003, traversaient leurs années de plus grandes dépenses³.

Selon une perspective à long terme (1989 à 2003), la plus forte augmentation des dépenses (aux environs de 50 %) a été dans la catégorie des dépenses majeures comprenant les loisirs, les divertissements, l'éducation et la culture. Certaines de ces dépenses peuvent avoir été « frivoles », mais nombre d'entre elles reflètent la hausse des frais de scolarité, des coûts pour les activités sportives et des billets de cinéma ainsi que la popularité des jeux électroniques, etc.



L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2003

Les dépenses réelles pour les services médicaux et sanitaires ont aussi bondi d'environ 50 % entre 1989 et 2003, reflétant clairement une diminution de la couverture pour certains services médicaux, des restrictions dans la couverture des régimes d'assurance-médicaments, un resserrement des programmes pour les soins visuels ainsi que la hausse des primes pour les soins de santé publics et privés.

Par ailleurs, les dépenses réelles pour la nourriture, les boissons et le tabac ont en fait diminué de 2,8 % entre 1989 et 2003, tandis que celles reliées aux vêtements et aux chaussures n'ont augmenté que de 3,1 %.

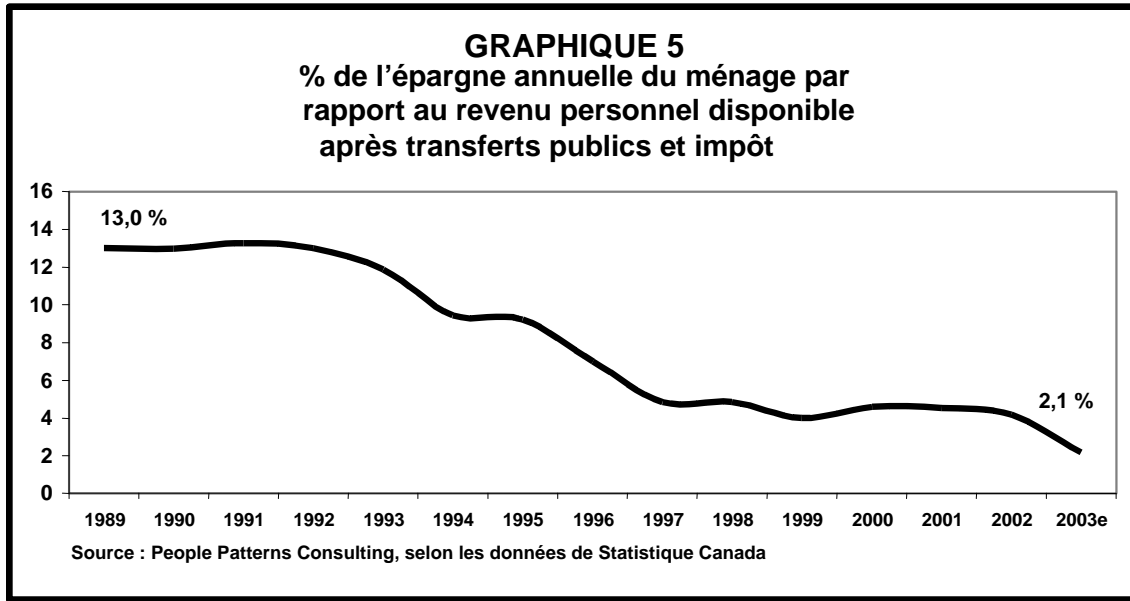
Que les raisons soient économiques, démographiques, psychologiques ou autres, les dépenses ont de toute évidence dépassé la capacité des ménages à les financer. Les Canadiens se sont peut-être laissés entraîner dans l'endettement par la facilité d'accès au crédit et la faiblesse des taux d'intérêt. Quoiqu'il en soit, les ménages doivent maintenant tenter d'établir un meilleur équilibre entre leurs revenus et leurs dépenses.

TABLEAU 1 – Dépenses moyennes par ménage

Les ménages comprennent les familles et les individus libres de liens familiaux						
(Les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des dépenses)						
	Perspective à long terme*			Plus récente perspective sur 3 ans*		
	Dépenses en \$ de 2001		% du changement pendant certaines périodes			
	1989	2003e	2003e /1989	2001 /2000	2002 /2001	2003e /2002
DÉPENSES TOTALES	44 237 \$	51 930 \$	17,4	1,5	2,2	2,7
<i>Principales catégories (excluant les articles résiduels)</i>						
Nourriture, boissons et produits du tabac	6 566 \$	6 382 \$	-2,8	-0,1	-0,1	1,3
Vêtements et chaussures	2 443 \$	2 518 \$	3,1	2,7	2,8	2,7
Loyer brut, combustible et électricité	10 020 \$	11 816 \$	17,9	1,1	1,9	2,9
Mobilier, articles d'ameublement, équipement et fonctionnement	3 848 \$	4 418 \$	14,8	2,9	3,6	3,7
Soins médicaux et services de santé	1 711 \$	2 563 \$	49,8	3,4	3,5	2,7
Transport et communications	7 373 \$	8 666 \$	17,5	0,7	4,5	1,4
Loisir, divertissement, éducation, culture	4 063 \$	6 124 \$	50,7	3,5	3,5	3,4
Toute autre dépense	8 213 \$	9 444 \$	14,5	1,1	0,5	3,9
* Les estimations de 2003 sont calculées en multipliant le % de changement survenu des 3 premiers trimestres de 2002 aux 3 premiers trimestres de 2003 par la valeur vraie de 2002. Ce % de changement est indiqué dans la dernière colonne.						
Source : People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada						

Le taux d'épargne atteint un plancher record

Au fait, quand peut-on parler d'un trop faible niveau d'épargne? En 1989 et pendant le début des années 1990, les ménages canadiens ont pu épargner environ 13 % de leurs revenus après impôt, soit environ 8 000 \$ par an en dollars indexés de 2001.



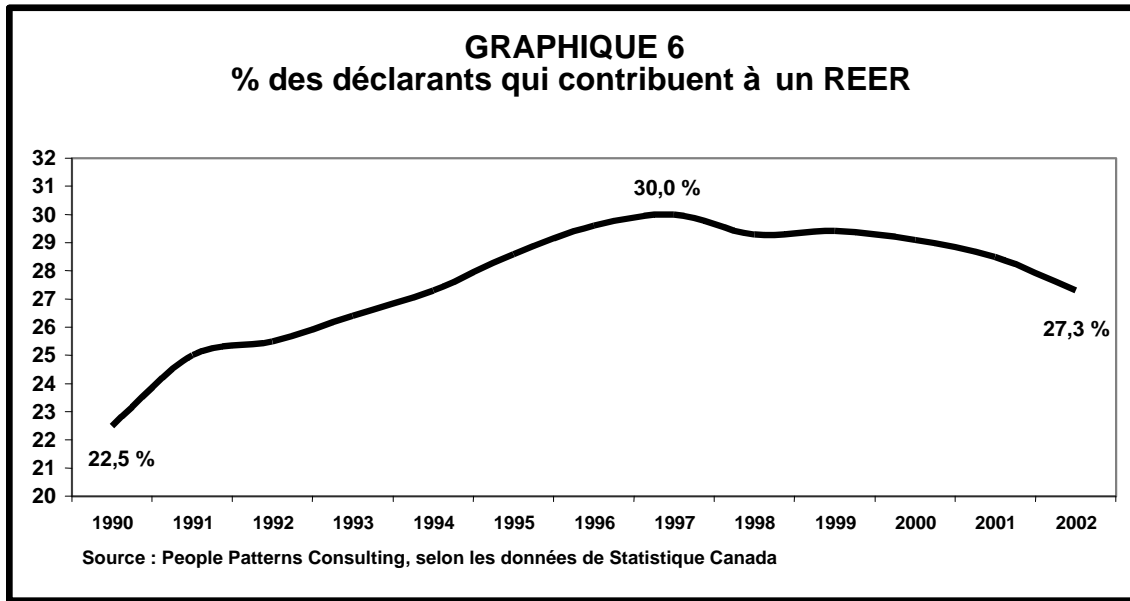
Le ratio annuel d'épargne a commencé à diminuer à l'automne 1994, avant de chuter à environ 2 % en 2003 (ou à moins de 2 000 \$). Le niveau d'épargne annuel en 2003 ne représente que le quart de celui du début des années 1990. Pire, le ratio d'épargne est tombé à 1,3 % seulement pendant le troisième trimestre de 2003... son plus bas niveau en plus de 40 ans. (Note : Les calculs du ratio d'épargne sont sujets à une révision majeure.)

Un autre indicateur apparent de l'incapacité à tenir le rythme et d'épargner s'observe dans les tendances liées à la participation et à la contribution à l'un des instruments d'épargne préférés des Canadiens, le régime enregistré d'épargne-retraite (REER). En 1997, environ 30 % de tous les déclarants ont contribué à un REER par rapport à quelque 27 % en 2002.

Et les contributions s'amenuisent. En 1997, les ménages contribuaient en moyenne environ 2 500 \$ par année aux REER. En 2002, l'investissement moyen dans cet instrument représentait quelque 2 000 \$, malgré un allègement fiscal immédiat. (Note : Le calcul a été fait en dollars constants de 2001 et comprend les participants et les non-participants.)

De 1997 à 2003, les contributions moyennes ont baissé pour toutes les catégories de revenu. La plus forte chute (approximativement 25 %) dans les contributions moyennes a été enregistrée parmi les déclarants ayant un revenu annuel inférieur à 20 000 \$, soit les ménages se trouvant le plus près du « gouffre » et qui ne cessent de s'en rapprocher.

Les contributions moyennes des déclarants masculins ont chuté d'environ 11 % entre 1997 et 2003 par rapport à quelque 2 % pour les déclarantes féminines durant la même période.

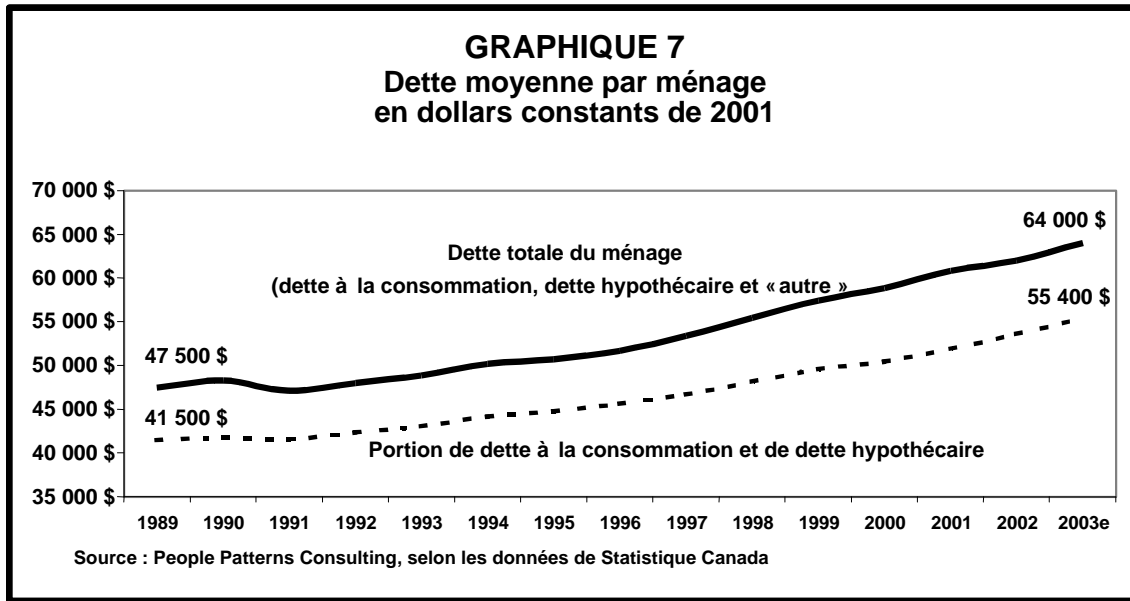


L'endettement atteint un sommet inégalé

L'endettement moyen des ménages canadiens, en hausse depuis douze années consécutives, a atteint 64 000 \$ en 2003 (dollars constants de 2001), une augmentation de 3,2 % par rapport à 2002 et de 34,8 % depuis 1989. (Voir le Tableau 2 pour les détails.)

Le crédit à la consommation s'est accru de plus de 5 % en termes réels au cours de chacune des six dernières années et est maintenant de 48 % plus élevé qu'en 1989. Malgré la vigueur du marché de l'habitation et du refinancement, la dette hypothécaire s'est alourdie de 2,5 % « seulement » en 2003 et de 28,1 % depuis 1989. Le total du crédit à la consommation et de la dette hypothécaire est représenté par la ligne pointillée du Graphique 7.

Toutes les autres dettes (ligne de crédit, dette de l'entreprise non constituée, argent dû aux maisons de courtage, à la famille, etc.) ont connu une plus faible hausse ces dernières années, mais ont tout de même crû de 43,9 % depuis 1989. Nombre d'analystes excluent les « autres » dettes de leurs calculs et fournissent ainsi une image incomplète, voire trompeuse, de la situation. La ligne continue représente une mesure adéquate de l'endettement du ménage, surtout en regard du revenu personnel disponible. Nos rapports antérieurs ont toujours indiqué la mesure de la dette totale.



Ratios d'endettement records

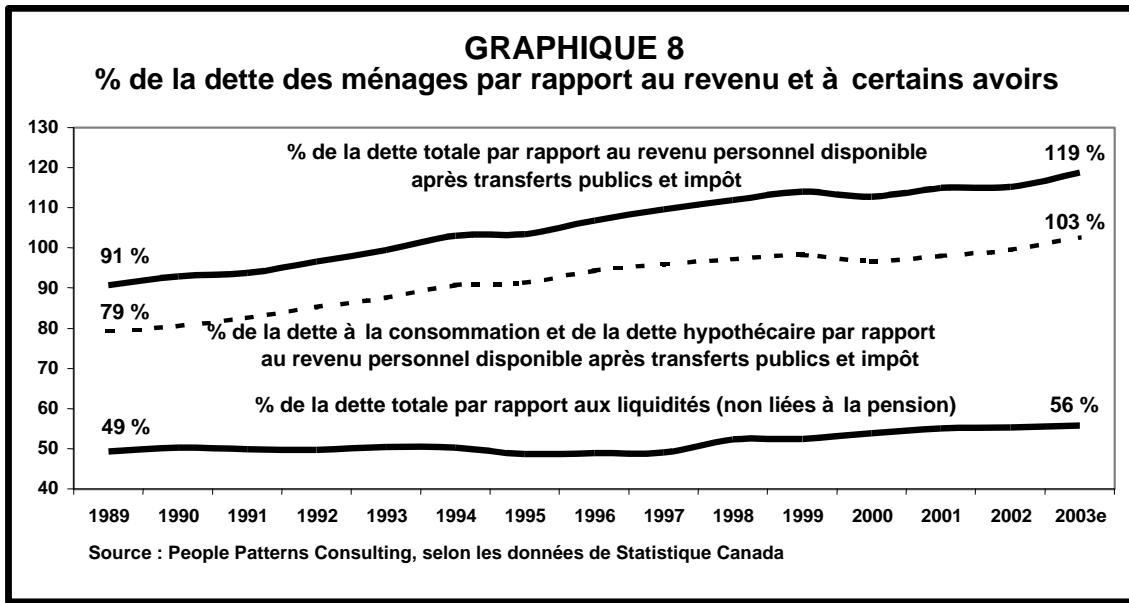
Quand peut-on parler d'un trop lourd endettement? Telle est la question que se posent bien des gens ces dernières années.

Quel niveau d'endettement les ménages peuvent-ils supporter à court terme? Quel est le revenu annuel des ménages par rapport à leur niveau d'endettement? Combien de liquidités ou d'actifs rapidement accessibles les familles détiennent-elles pour payer les dépenses et acquitter leurs dettes en temps de crise, comme le chômage?

La ligne pointillée du Graphique 8 indique clairement que la dette à la consommation totale additionnée à la dette hypothécaire équivalent à 103 % des revenus du ménage (par rapport à 79 % en 1989). Si vous y ajoutez les autres types de dette des ménages mentionnés plus haut, le ratio de la dette totale par rapport aux revenus se situe alors à 119 % comparativement à 91% en 1989. Ces deux ratios ont atteint des sommets et cette tendance se poursuit.

À court terme, les ménages peuvent couvrir leurs dépenses en puisant dans leurs comptes bancaires, en vendant des actions et/ou autres liquidités. Présumons que les ménages ont accès à toutes leurs épargnes, sauf à celles de leurs comptes de pension et leur assurance-vie. (Quoiqu'il en soit, certaines personnes puisent dans leur REER en période difficile.) Ce ratio de la dette totale par rapport aux avoirs financiers non reliés à la pension est représenté par la dernière ligne (continue) du Graphique 8. Ce ratio s'élève maintenant à 56 % par rapport à 49 % en 1989 et a aussi atteint un niveau record. De toute évidence, les familles et les ménages se rapprochent de plus en plus du « gouffre ».

Pour obtenir plus de données, un autre outil permet de calculer le montant de la dette totale par rapport aux avoirs totaux des ménages. Comme on pouvait le prévoir, cet outil révèle aussi un nouveau record en 2003 avec 18,70 \$ de dettes par 100 \$ d'avoirs, contre 17,60 \$ de dettes par 100 \$ d'avoirs en 1996. Ce ratio peut sembler moins inquiétant que ceux examinés précédemment. Mais, attention! Au cours de chacune des deux dernières années, plus de la moitié de la hausse des avoirs du ménage moyen est attribuable à l'augmentation du prix des biens immobiliers. La valeur des biens immobiliers peut aussi fluctuer, mais la dette contractée pour acquérir ou financer ces biens est une obligation continue.



Les paiements d'intérêt chutent... mais le « fardeau » de la dette demeure à des sommets quasi records

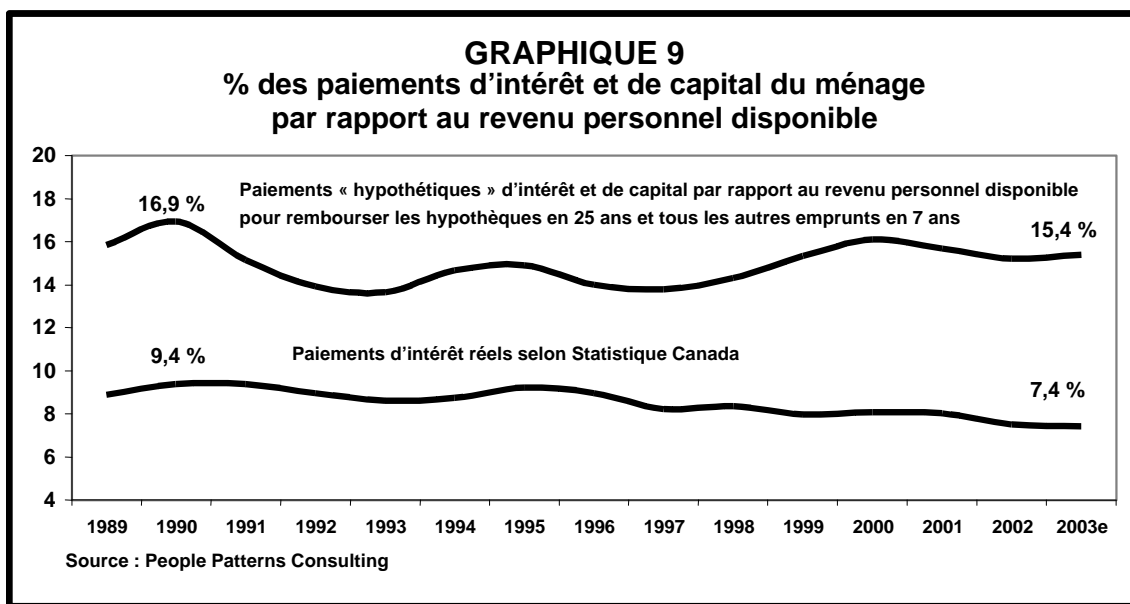
On parle beaucoup du fait que les taux d'intérêt faibles ou près d'un plancher historique ont permis à plus d'individus d'acheter des biens et services et d'avoir encore les moyens de payer l'intérêt sur la dette. C'est vrai. En se fondant sur les estimations fournies par Statistique Canada, les paiements d'intérêt par les ménages représentent maintenant 7,4 % des revenus personnels disponibles par rapport à 9,4 % au début des années 1990 - une bonne nouvelle et un coup de fouet significatif pour l'économie.

Cependant, ne considérer que les paiements d'intérêt, c'est agir comme si la dette ne doit pas être remboursée tôt ou tard. Assumons que les hypothèques doivent être remboursées sur une période de 25 ans et toutes les autres dettes (crédit à la consommation et autres) en sept ans. Un modèle financier⁴ peut, en s'appuyant sur cet ensemble d'hypothèses, calculer le fardeau financier total relié aux paiements d'intérêt et au remboursement de la somme empruntée au départ.

Un tel calcul indique que les intérêts et le capital « hypothétiques » représentent 15,5 % des revenus personnels disponibles depuis quelques années déjà. Ainsi, l'endettement total demeure élevé, mais néanmoins en deçà du pic de 1990. Que faire pour retrouver ce sommet? Si les taux d'intérêt avaient été de deux points de pourcentage plus élevés en 2003, le paiement des intérêts et du capital aurait été équivalent à plus de 17 % des revenus personnels disponibles, surclassant le record de 1990, ce qui est parfaitement possible dans l'avenir.

Une récente enquête menée par Ipsos-Reid a révélé que la moitié des répondants estiment qu'il leur serait très difficile de rembourser leurs dettes si un membre de leur ménage perdait son emploi. Cette proportion est passée à 60 % pour les ménages avec enfants⁵. Cette dernière donnée correspond à nos conclusions voulant que les familles avec enfants soient les plus près du « gouffre » et que beaucoup d'autres doivent compter sur la présence d'un plus grand nombre de leurs membres dans la population active pour arriver à tenir le rythme. (Voir Graphique 2)

Une autre enquête réalisée pour le Conseil canadien de développement social a révélé qu'environ 42 % des Canadiens en âge de travailler ne pouvaient subvenir à leurs besoins pour plus de trois mois avec leurs épargnes actuelles « si un des conjoints perdait son emploi ». L'enquête de 2002 a constaté que le temps moyen pendant lequel les répondants pourraient subvenir à leurs besoins était de 10,4 mois par rapport à une conclusion de 11,3 mois d'après une enquête similaire⁶ en 2001.



La hausse des taux d'intérêt fera-t-elle éclater la tirelire?

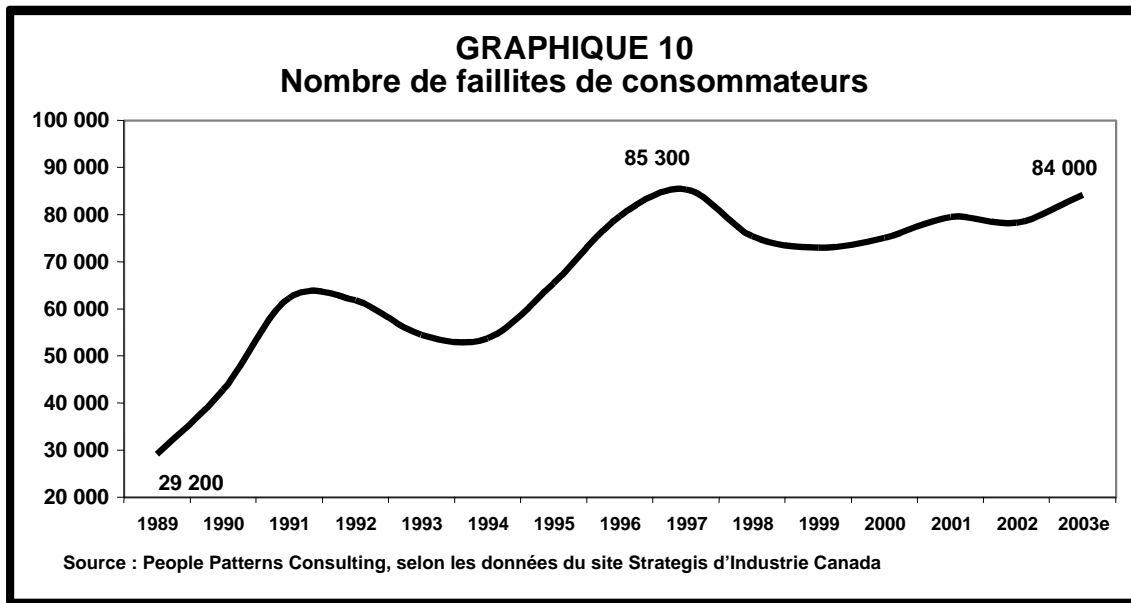
Compte tenu de l'endettement record, l'avenir des taux d'intérêt est crucial pour celui des finances du ménage. Selon *La mise à jour économique et financière*⁷ publiée récemment par le ministère des Finances, les taux d'intérêt à court terme (bons du trésor d'un terme de 3 mois) devraient s'établir à 2,9 % en moyenne en 2003 et 2004 avant de grimper à 4,1 % en 2005. Le ministère a aussi indiqué que les prévisionnistes du secteur privé anticipent une hausse des taux d'intérêt à long terme (taux des obligations de 10 ans du gouvernement canadien), soit de 4,8 % en moyenne en 2003 à 5,4 % en 2005. Par ailleurs, certains prévisionnistes croient maintenant que les taux d'intérêt pourraient en fait diminuer avant d'amorcer une ascension.

Si ces prévisions se réalisent, les ménages pourraient connaître des hausses modérées des paiements d'intérêt à court terme. Par conséquent, la plupart des ménages continueront d'éprouver des difficultés à rembourser leurs dettes, mais sans être écrasées par celles-ci. Par ailleurs, une hausse rapide des taux d'intérêt serait désastreuse pour beaucoup de ménages. Les ménages surendettés ont peut-être un peu de temps pour ajuster leurs habitudes de dépense à leur revenu. Et ils doivent s'y atteler dès maintenant.

Un récent rapport démographique préparé par l'auteur estime que si les gouvernements peuvent gérer leurs déficits, les taux d'intérêt demeureront bas pendant plusieurs années encore. En se basant uniquement sur les tendances de l'âge du ménage, la demande de crédit diminuera dans cinq à dix ans, tandis que la valeur des avoirs continuera de s'apprécier. Ce phénomène permettra le maintien des taux d'intérêt peu élevés et entraînera une tendance à la hausse des cours de la Bourse. D'importantes fluctuations à court terme sont probables avant que les tendances à long terme se confirment⁸.

Les faillites frisent des niveaux records

De nombreuses personnes sont tombées dans le « gouffre ». Le nombre de faillites de consommateurs a bondi entre 1989 et 1997 où elles ont atteint le sommet sans précédent de 85 300. Ce chiffre s'est ensuite un peu replié pendant quelques années. Malgré l'accroissement considérable du nombre d'emplois, les faillites ont repris leur tendance haussière et, en 2003, il n'en aurait fallu que quelques milliers de plus pour établir un nouveau record. Il s'agit-là de l'indicateur le plus extrême d'une réalité de plus en plus concrète : beaucoup de ménages sont, en fait, très près du précipice.



Plus de la moitié du récent accroissement des actifs est attribuable aux biens immobiliers

La valeur des actifs des ménages s'est accrue d'environ 2 % par an en termes réels au cours des trois dernières années. L'essentiel de cet accroissement résulte d'importantes hausses enregistrées dans la valeur des biens immobiliers. En 2002 et 2003, l'appréciation des biens immobiliers a représenté plus de la moitié de la hausse des actifs des ménages. La valeur des biens de consommation durables, poussée à la hausse par les secteurs de l'automobile, des meubles et des appareils ménagers, a aussi connu une forte augmentation au cours des deux dernières années. La faiblesse des taux d'intérêt et la vigueur relative de l'emploi sont responsables de ces poussées.

À long terme, de 1989 à 2003, la plus importante hausse des actifs a été enregistrée au niveau des actions (+93 %) et des avoirs en assurance-vie et dans les programmes de revenu de retraite (+60 %). Ces deux

L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2003

classes d'actifs ont reculé en 2002. La valeur des actions s'est appréciée en 2003 et celle de l'assurance-vie et des programmes de revenu de retraite est sur le point de connaître le même sort.

La valeur nette (total des actifs moins la dette totale par ménage) s'est contractée en 1990 et 1991, mais s'est améliorée chaque année depuis lors. La valeur nette par ménage a progressé de 1,5 % en 2003, pour s'établir à près de 280 000 \$ par ménage.

Comme c'est le cas pour les revenus, la valeur nette est inégalement répartie. En 1999, le quintile supérieur des ménages possédait environ deux tiers de l'ensemble de la richesse des ménages et le quintile inférieur des ménages en détenait environ 10 %⁹.

TABLEAU 2 - Principaux éléments de la valeur nette moyenne par ménage
Valeurs en dollars déterminées pour la fin de l'année

(Les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des indicateurs)

	<i>Perspective à long terme *</i>		<i>Plus récente perspective sur 3 ans*</i>			
	En \$ de 2001		% du changement pendant certaines périodes			
	1989	2003e	2003e/ 1990	2001 /2000	2002 /2001	2003e /2002
PLUS actif total	269 371 \$	342 198 \$	27,0	1,9	2,2	1,7
Actifs financiers	141 507 \$	187 180 \$	32,3	0,3	0,1	0,2
Actions	26 797 \$	51 809 \$	93,3	5,9	-2,3	1,7
assurance-vie/ pensions	45 276 \$	72 221 \$	59,5	-0,8	-2,0	-3,2
Tout autre actif	69 434 \$	63 151 \$	-9,0	-3,0	5,0	3,0
Actifs réels (non financiers)	127 864 \$	155 017 \$	21,2	4,0	5,1	3,7
biens fonciers et immobiliers	97 892 \$	124 328 \$	27,0	4,6	5,6	4,1
biens durables	24 296 \$	26 245 \$	8,0	2,0	4,2	3,3
tout autre actif	5 675 \$	4 444 \$	-21,7	-1,1	-2,8	-5,6
MOINS dette totale	47 496 \$	64 022 \$	34,8	3,3	1,9	3,2
crédit à la consommation	11 180 \$	16 563 \$	48,1	6,3	5,3	5,2
hypothèques	30 294 \$	38 797 \$	28,1	1,5	2,4	2,5
« autres dettes »	6 021 \$	8 661 \$	43,9	6,3	-5,6	2,4
ÉGALE valeur nette	221 875 \$	278 547 \$	25,5	1,5	2,3	1,5

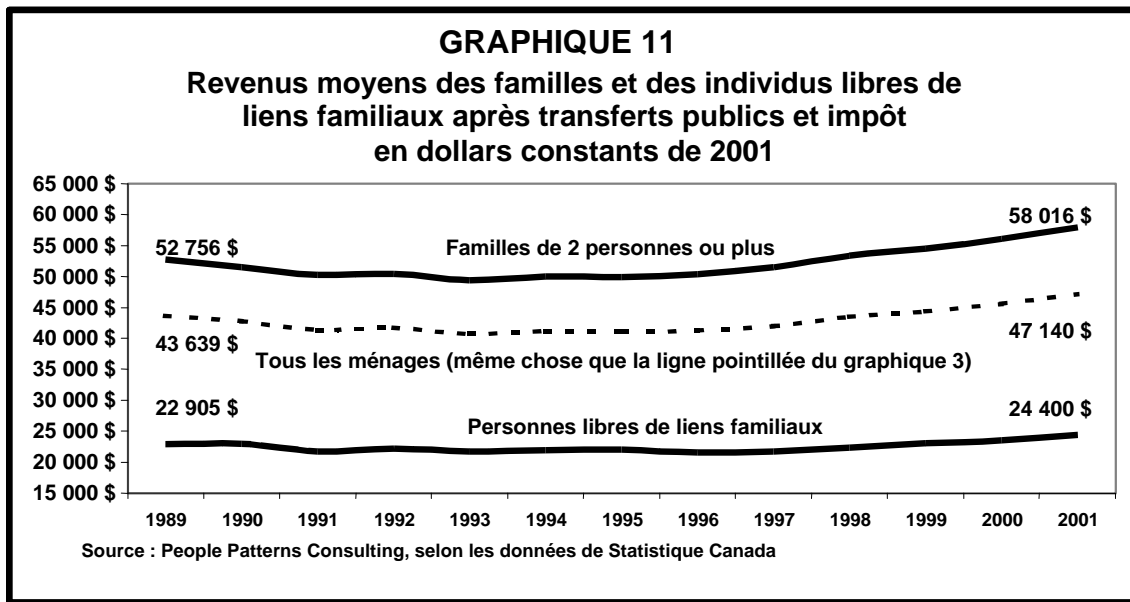
* Les estimations de 2003 sont calculées en multipliant le % de changement survenu des trois premiers trimestres de 2002 aux trois premiers trimestres de 2003 par la valeur vraie de 2002. Ce % de changement est indiqué dans la dernière colonne.

Source: People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada

EXAMEN APPROFONDI DU BUDGET DE LA FAMILLE JUSQU'EN 2001

Les transferts publics et d'importantes réductions d'impôt entraînent une hausse substantielle du revenu familial

Le revenu après transferts publics et impôt d'une famille composée de deux personnes ou plus a bondi de 3,4 % en 2001. En tant que tel, le revenu familial a légèrement dépassé les 58 000 \$ en 2001. Cette hausse fait suite à une croissance importante de 3 % en 2000. Les revenus ont ainsi atteint un nouveau sommet et quelque 10 % de plus que le pic de 1989. L'essentiel de l'analyse dans le reste de ce rapport et dans les annexes A et B est tiré de la série *Le revenu au Canada* dont les plus récentes données datent de 2001.



Les revenus marchands ont progressé plus lentement (+0,8 %) en 2001 par suite du ralentissement dans le marché du travail. Les transferts publics ont augmenté de 3,3 % après quatre années consécutives de baisse. L'accroissement des revenus est surtout attribuable à la substantielle réduction de 8,2 % en versements d'impôt sur le revenu. Il convient de souligner que les versements d'impôt sur le revenu, en termes réels, n'avaient progressé que de 1,5 % en 2001 par rapport à 1989.

Le revenu après transferts publics et impôt des individus libres de liens familiaux s'est amélioré de 3,6 % en 2001, soit à 6,5 % de plus qu'au pic économique de 1989 (Voir Annexe A).

TABLEAU 3 Déterminants du revenu familial moyen

(Les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des revenus ou des transferts publics)

	Perspective à long terme		Perspective à court terme (3 ans)			
	Revenu en \$ de 2001		% du changement pour certaines périodes			
	1989	2001	2001 /1989	1999 /1998	2000 /1999	2001 /2000
REVENUS MARCHANDS (gains, etc.)	58 923 \$	63 734 \$	8,2	1,9	4,5	0,8
PLUS paiements de transferts publics aux familles	6 437 \$	7 080 \$	10,0	-4,8	-3,3	3,3
ÉGALE revenu total en argent	65 360 \$	70 814 \$	8,3	1,1	3,7	1,1
MOINS impôts sur le revenu	12 604 \$	12 798 \$	1,5	-2,6	6,5	-8,2
ÉGALE revenu après impôt	52 756 \$	58 016 \$	10,0	2,1	3,0	3,4

Source: People Patterns Consulting, selon les données de Statistique Canada

La plupart des types de famille ont vu leur revenu croître

L'annexe A indique les niveaux historiques et récents ainsi que le pourcentage des hausses et des baisses (après transferts public et impôt) pour divers types de familles et d'individus libres de liens familiaux.

Certains groupes s'en sont sortis beaucoup mieux que la moyenne :

- Les couples mariés sans enfants ont vu leur revenu bondir de 7,1 % en 2001.
- Les hommes âgés libres de liens familiaux ont connu une hausse de 6,1 % en 2001 après avoir enregistré une diminution de revenu pendant les deux années précédentes.
- Les mères seules ont continué de voir leur revenu progresser (+4,6 %) en 2001, confirmant la tendance positive notée concernant ces familles dans le rapport de l'année dernière. Entre 1989 et 2001, le revenu des mères seules s'est apprécié de 19,2 %, soit le meilleur taux d'amélioration pour tous les types de famille figurant à l'Annexe A. En 2001, le revenu moyen des mères seules représentait 54 % de celui de tous les autres types de famille, contre moins de 50 % en 1989.
- Les familles de l'Alberta ont enregistré la croissance de revenu la plus rapide (+6,5 %) en 2001 suivies assez loin derrière par le Québec (+4,8 %) et la Colombie-Britannique (+4,7 %).

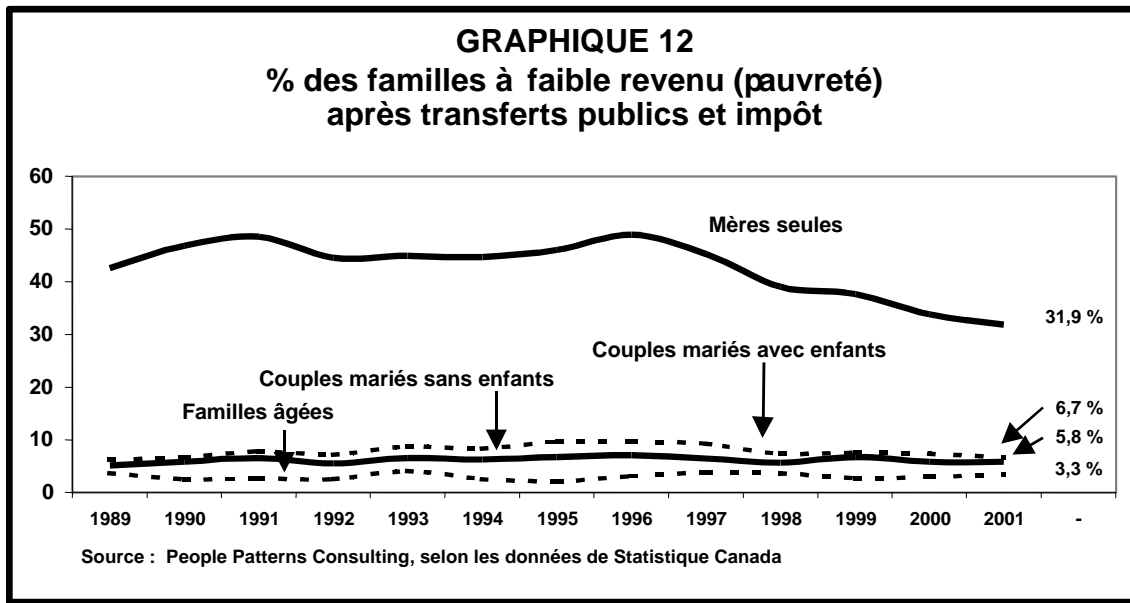
Le revenu de quelques groupes a régressé et certains ont eu de la difficulté à joindre les deux bouts :

- Les pères seuls ont vu leur revenu décliner de 2,7 % en 2001 et leur revenu moyen a connu une baisse très significative de 12,1 % depuis 1989. La tendance en matière de revenu pour les pères seuls suit une courbe opposée à celle des mères seules. Pourtant, le revenu des pères seuls demeure plus élevé, mais la supériorité de leurs revenus par rapport à ceux des mères seules est passée de 74 % de plus en 1989 à « seulement » 28 % de plus en 2001.
- Les revenus familiaux ont glissé (-0,5 %) en Nouvelle-Écosse en 2001 et se sont maintenus à l'Île-du-Prince-Édouard (+0,1 %) et au Nouveau-Brunswick (+1,1 %).

Légère amélioration du taux de faible revenu (pauvreté)

Environ 7,6 % de toutes les familles de deux personnes ou plus vivaient avec un faible revenu - autrement dit dans la pauvreté – en 2001. Il s'agissait de la cinquième année consécutive d'amélioration enregistrée par cet indicateur depuis le honteux pic de 10,7 % en 1996. En 2001, le taux était presque redescendu à celui expérimenté en 1989. Voir Annexe B pour un tableau détaillé sur les taux de pauvreté parmi les divers types de familles et d'individus.

Le Canada n'ayant pas de taux de pauvreté « officiel », la plupart des analystes utilisent une mesure de faible revenu mise au point par Statistique Canada pour calculer le taux de pauvreté par approximation.



Les récentes tentatives pour améliorer cette mesure de faible revenu en utilisant la Mesure du panier de consommation ont permis de déterminer que les taux de pauvreté pourraient être plus élevés que l'estimation fondée sur la mesure de faible revenu. En 2000, le taux de pauvreté pour les familles de deux personnes ou plus était de 7,9 % selon la mesure de faible revenu, mais de 10,7 % selon la nouvelle Mesure de panier de consommation¹⁰. Ce constat a surpris un grand nombre de critiques ayant soutenu que la mesure de faible revenu surestimait les difficultés des personnes ayant un revenu inférieur au seuil de faible revenu. Il apparaît maintenant que c'est tout le contraire.

Le taux de pauvreté s'est légèrement contracté en 2001, mais le montant nécessaire aux personnes vivant sous le seuil de faible revenu pour quitter cette catégorie de citoyens a bondi. En 2001, le revenu des familles pauvres était en moyenne d'environ 7 200 \$ sous le seuil de la pauvreté, soit un écart de quelque 4,7 % de plus qu'en 2000. Cet écart de pauvreté s'est élargi de 12,8 % depuis 1989. (Voir Annexe B). L'écart s'est aussi creusé pour les personnes libres de liens familiaux.

La fourchette des taux de pauvreté familiale pour 2001 va de 43,1 % pour les ménages où le principal soutien économique a moins de 25 ans jusqu'à un plancher de 1,6 % pour les familles à double revenu et sans enfants vivant à la maison.

Comparativement à 1989, les taux de pauvreté ont diminué de façon significative parmi plusieurs groupes.

- Le taux de pauvreté chez les mères seules est passé de 42,6 % en 1989 à 31,9 % en 2001. Le taux de pauvreté chez les pères seuls a aussi diminué, mais à un moindre degré, tout en demeurant bien en deçà (13,4 % en 2001) du taux des mères seules.
- Le taux de pauvreté chez les femmes célibataires de 65 ans et plus est passé de 31,1 % en 1989 à 20,5 % en 2001.

Deux groupes ont connu d'importantes hausses des taux de pauvreté.

- Les familles avec enfants n'ayant qu'un seul soutien économique ont vu leurs taux de pauvreté bondir de 14,3 % en 1989 à 21,9 % en 2001.
- Les jeunes familles dont le principal soutien économique a moins de 25 ans sont maintenant plus susceptibles (43,1 %) de vivre dans la pauvreté qu'en 1989 (37,4 %).

Plus de 3 millions de Canadiens vivent dans la pauvreté

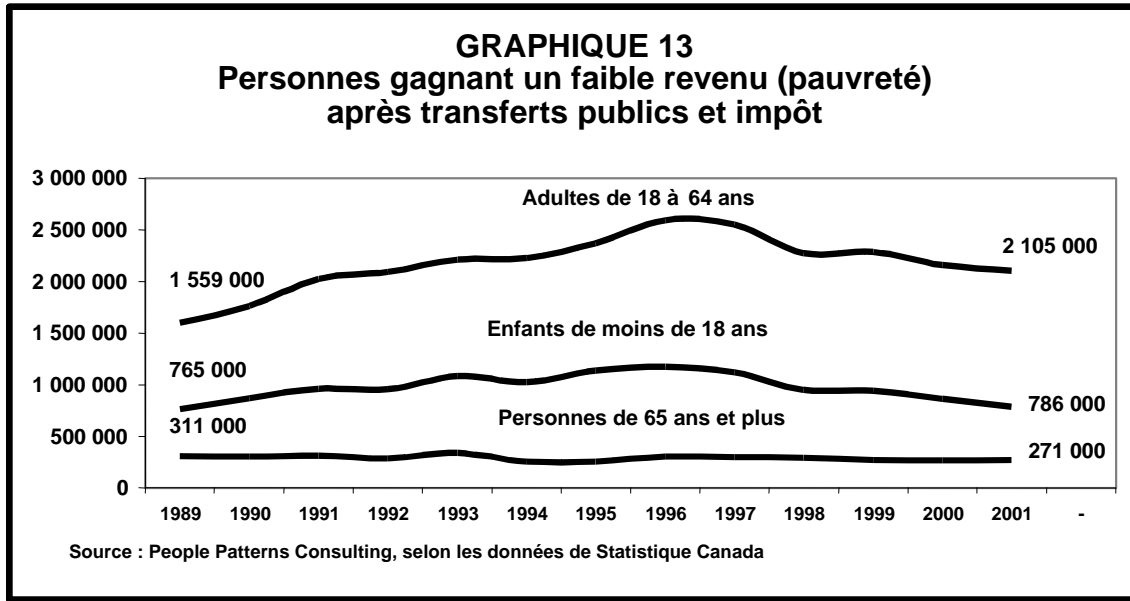
Les références au pourcentage, aux taux de pauvreté et aux seuils de faible revenu tendent à édulcorer la réalité de la pauvreté. Derrière tous ces nombres et mesures, il y a de vraies personnes aux prises avec des difficultés bien réelles.

En 2001, quelque 3,2 millions de nos compatriotes vivaient dans la pauvreté, en régression par rapport aux 4 millions enregistrés en 1996 et 1997, mais encore supérieur aux 2,7 millions recensés en 1989.

Ce sont les adultes âgés de 18 à 64 ans qui forment le plus important groupe de pauvres avec environ 2,1 millions de personnes. La vraie mauvaise nouvelle est que le nombre d'adultes pauvres a progressé de plus d'un tiers depuis 1989. Nombre de ces personnes sont des « travailleurs à faible revenu » qui vivent avec un salaire minimum ou quasi minimum.

Environ 786 000 enfants de moins de 18 ans vivent dans la pauvreté, soit une nette amélioration par rapport au 1,2 million qui se trouvaient dans la même situation en 1996, mais un peu plus (et non pas moins) que leur nombre en 1989.

Environ 271 000 adultes âgés de 65 ans et plus vivent actuellement dans la pauvreté. Il s'agit du seul groupe chez qui les chiffres de 2001 sont inférieurs à ceux de 1989 ...soit un recul de 13 %.



Pour beaucoup, la pauvreté n'est que temporaire

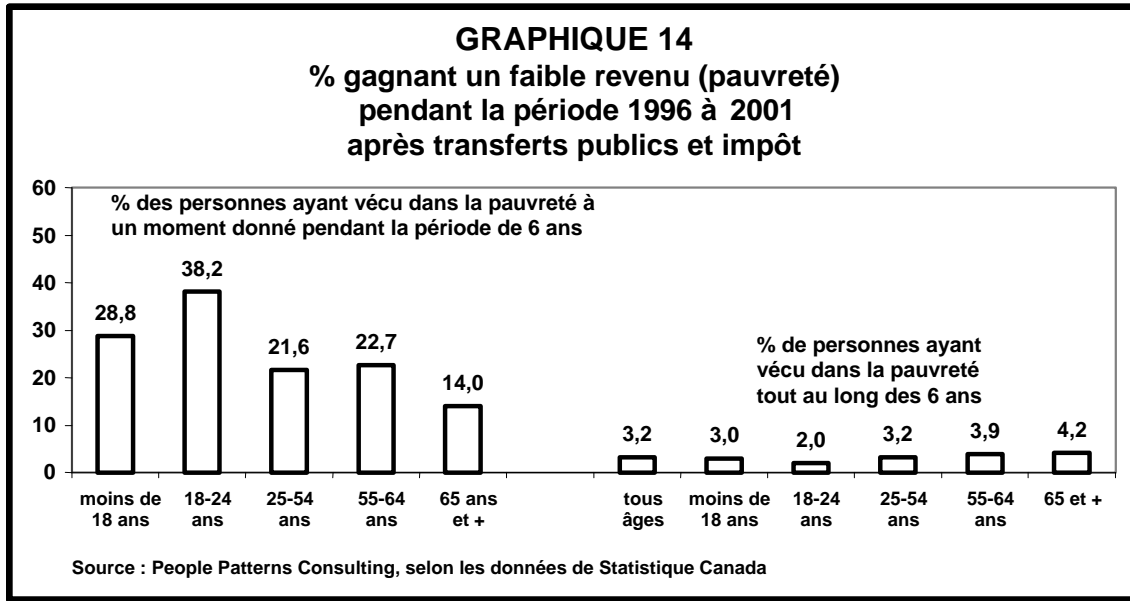
Contrairement à la croyance populaire, la pauvreté est habituellement une situation temporaire. On peut être au chômage une année, mais se trouver un emploi bien rémunéré l'année suivante. Le divorce et la séparation peuvent causer des changements majeurs dans la situation économique. Les études, pendant lesquelles on gagne peu ou aucun revenu, peuvent faire basculer dans la pauvreté.

Par contre, certaines personnes peuvent être plus ou moins « coincées » en permanence dans une situation de faible revenu. Par exemple, une famille à revenu unique vivrait toujours dans la pauvreté même si le soutien économique occupait un emploi à temps plein pendant une année complète, rémunéré au salaire minimum. Ce sont les travailleurs à faible revenu du Canada. Les personnes gagnant un faible revenu fixe peuvent demeurer dans la pauvreté en permanence.

Statistique Canada a suivi sur une période de six ans, de 1996 à 2001, combien de temps les gens se sont débrouillés avec un faible revenu (pauvreté). Au cours de la période, environ 24,3 % des Canadiens ont vécu dans la pauvreté pendant au moins un an.

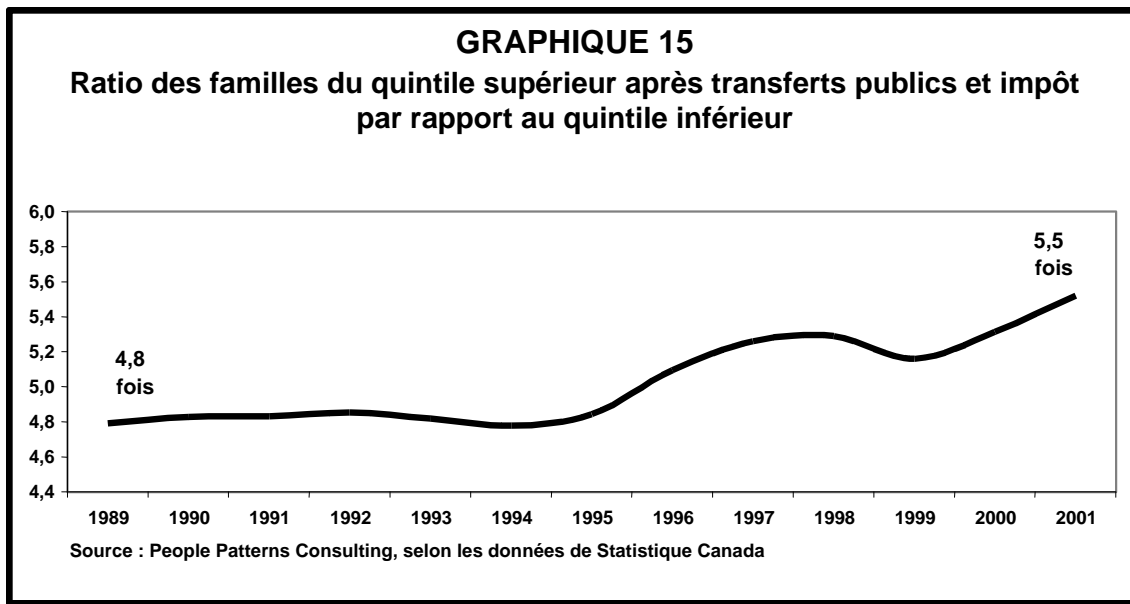
Les personnes âgées de 18 à 24 ans étaient les plus susceptibles (38,2 %) d'avoir un faible revenu (pauvreté) pendant la période de six ans. Il s'agissait de jeunes qui complétaient leurs études, entraient et quittaient le marché du travail, mettaient des enfants au monde, voyageaient et étaient, en général, très mobiles. Mais à présent, pour le reste de l'histoire : ces jeunes étaient les moins susceptibles de tous les groupes d'âge d'avoir vécu dans la pauvreté pendant chacune des six années de cette période...seulement 2 % d'entre eux ont vécu dans la pauvreté chaque année pendant l'ensemble des six ans.

En revanche, les personnes de 65 ans et plus étaient les moins susceptibles (14 %) d'avoir vécu dans la pauvreté pendant un certain temps au cours de la période de six ans susmentionnée, mais celles qui avaient souffert de pauvreté (4,2 %) étaient les plus susceptibles d'avoir enduré six ans de pauvreté continue. Ce groupe plus âgé éprouve le plus de difficulté à sortir de la pauvreté une fois qu'il y bascule.



Accroissement de l'inégalité

L'Annexe A révèle que la majeure partie du revenu total est de plus en plus aux mains du quintile supérieur des familles. En 1989, les familles du quintile supérieur ont obtenu environ 36,9 % de l'ensemble des revenus familiaux après impôt au Canada. Ce pourcentage a grimpé graduellement à 39,2 % en 2001.



Au cours de la même période, la part obtenue par les familles du quintile inférieur est passée de 7,7 % à 7,1 %. La part des familles du quintile médian inférieur est tombée de 13,6 % à 12,7 %. La part des familles du quintile médian a aussi baissé de 18,2 % à 17,6 %, tandis qu'elle est passée de 23,6 % à 23,4 % pour celle du quintile médian supérieur. La tendance est claire.

À court terme, les familles du quintile supérieur ont accru leur portion du revenu total en 2000 et 2001.

En 1989, la moyenne, après les transferts publics et l'impôt, des familles du quintile supérieur représentait 4,8 fois la moyenne du revenu des familles du quintile inférieur. Cette moyenne a atteint un nouveau pic de 5,5 en 2001.

Nous vous remercions d'avoir lu ce rapport. Passez-le à d'autres.
Pour les rapports des années antérieures, prière de visiter www.vifamily.ca.
Nous serons de retour l'année prochaine.

L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2003

ANNEXE A Revenu moyen des familles et des individus libres de liens familiaux, écart de faible revenu et portion du revenu après impôt						
(Les cellules ombragées représentent les périodes de contraction des revenus)	<i>Perspective à long terme*</i>		<i>Plus récente perspective à court terme (3 ans)</i>			
	Revenu en \$ de 2001		% du changement pendant certaines périodes			
	1989	2001	2001 /1989	1999 /1998	2000 /1999	2001 /2000
Tous les ménages (Graphique 3)	43 639 \$	47 140 \$	+8,1	2,2	2,7	3,5
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	52 756 \$	58 016 \$	10,0	2,1	3,0	3,4
Familles âgées de 2 personnes ou plus (65 ans et plus)						
Couples mariés âgés	38 208 \$	39 319 \$	2,9	4,7	-1,7	0,9
Autres familles âgées	51 578 \$	44 580 \$	-13,6	1,0	1,0	0,0
Familles autres qu'âgées de 2 personnes ou plus (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfants	49 910 \$	57 282 \$	14,8	-1,1	1,4	7,1
revenu unique	42 707 \$	45 288 \$	6,0	2,1	-1,9	6,1
double revenu	54 769 \$	64 092 \$	17,0	-1,6	0,6	7,0
Couples mariés avec enfants	57 700 \$	64 704 \$	12,1	2,3	3,4	3,3
revenu unique	43 374 \$	45 644 \$	5,2	0,2	-0,5	2,2
double revenu	56 451 \$	65 235 \$	15,6	1,3	3,5	3,3
Mères seules	26 178 \$	31 208 \$	19,2	2,4	8,4	4,6
Pères seuls	45 395 \$	39 880 \$	-12,1	-3,9	7,4	-2,7
Toutes les familles de 2 personnes ou plus, selon la province						
Terre-Neuve	43 420 \$	44 491 \$	2,5	4,8	0,8	2,9
Île-du-Prince-Édouard	44 391 \$	46 389 \$	4,5	0,1	0,9	0,1
Nouvelle-Écosse	46 325 \$	47 835 \$	3,3	3,9	3,6	-0,5
Nouveau-Brunswick	44 333 \$	47 679 \$	7,5	3,8	2,1	1,1
Québec	47 363 \$	51 162 \$	8,0	2,0	3,3	4,8
Ontario	59 677 \$	64 749 \$	8,5	3,4	3,1	1,7
Manitoba	49 023 \$	51 370 \$	4,8	-0,8	1,8	3,7
Saskatchewan	45 581 \$	50 737 \$	11,3	2,5	2,5	3,6
Alberta	52 766 \$	63 052 \$	19,5	-1,6	5,7	6,5
Colombie-Britannique	52 079 \$	57 581 \$	10,6	0,4	0,0	4,7
Individus libres de liens familiaux (vivant seuls ou avec une personne non apparentée)						
Total	22 905 \$	24 400 \$	6,5	3,3	2,0	3,6
Hommes âgés (65 ans et plus)	22 225 \$	23 958 \$	7,8	-1,9	-3,1	6,1
Femmes âgées (65 ans et plus)	18 533 \$	20 342 \$	9,8	0,3	1,8	2,8
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	25 977 \$	27 424 \$	5,6	2,3	5,7	3,1
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	22 078 \$	22 939 \$	3,9	8,2	-2,0	4,0
Écart de revenu moyen - \$ nécessaires pour atteindre le seuil de faible revenu (voir note en bas de page, Annexe B)						
(Les cellules ombragées représentent l'écart de revenu grandissant)						
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	6 380 \$	7 199 \$	12,8	-3,6	0,4	4,7
Individus libres de liens familiaux	4 755 \$	5 677 \$	19,4	4,9	-2,1	3,7
% du revenu après transferts publics et impôt – toutes les familles de 2 personnes ou plus, selon la catégorie de revenu						
Famille du quintile inférieur	7,7	7,1	-0,6pp	+0,1pp	-0,1pp	-0,2pp

L'état actuel du budget de la famille canadienne – Rapport 2003

Familles du quintile médian- inférieur	13,6	12,7	-0,9pp	+0,2pp	-0,2pp	-0,1pp
Familles du quintile médian	18,2	17,6	-0,6pp	+0,1pp	-0,2pp	0,0
Famille du quintile médian- supérieur	23,6	23,4	-0,2pp	0,0	-0,1pp	-0,1pp
Familles du quintile supérieur	36,9	39,2	+2,3pp	-0,4pp	+0,6pp	+0,4pp

* Long terme : à partir du pic économique précédent (1989) à la dernière année disponible (2001)

Source : People Patterns Consulting, selon les données de *Le revenu au Canada, 2001*, Statistique Canada

ANNEXE B Familles et individus libres de liens familiaux, à faible revenu (dits pauvres), après impôt						
(Les cellules ombragées représentent les périodes d'aggravation des taux de faible revenu)	Perspective à long terme*		Perspective à court terme (3 ans)			
	% avec faibles revenus		Changement en points de pourcentage pendant certaines périodes			
	1989	2001	01/89	99/98	00/99	01/00
Toutes les familles de 2 personnes ou plus	7,5	7,6	+0,1	-0,2	-0,7	-0,3
Familles âgées (65 et plus)						
Couples mariés âgés	2,9	2,3	-0,6	<i>so</i>	<i>so</i>	<i>so</i>
Autres familles âgées	5,2	6,8	+1,6	-2,3	+0,7	-2,3
Familles autres qu'âgées (moins de 65 ans)						
Couples mariés sans enfants	5,1	5,8	+0,7	+2	-1,0	0,0
revenu unique	6,8	9,1	+2,3	+1,6	0,0	0,6
double revenu	1,8	1,6	-0,2	0,0	-0,4	-0,1
Couples mariés avec enfants	6,3	6,7	-0,4	+0,2	-0,2	-0,7
revenu unique	14,3	21,9	+7,6	+1,6	+1,1	+0,5
double revenu	4,0	2,7	-1,3	+0,1	-0,1	-0,9
Mères seules	42,6	31,9	-10,7	-1,4	-3,8	-2,0
Pères seuls	17,4 (90)	13,4	-5,3	+0,6	<i>so</i>	<i>so</i>
Familles de 2 personnes ou plus selon l'âge du principal soutien économique						
Moins de 25 ans	37,4	43,1	5,7	-0,9	-2,0	-0,6
25-34	13,3	14,2	0,9	0,8	-1,8	-1,2
35-44	10,2	10,8	0,6	-1,2	-0,6	-0,4
45-54	8,6	10,5	1,9	0,3	-1,6	-0,2
55-64	13,7	16,5	2,8	0,3	0,2	-1,4
65 ans et plus	14,8	11,1	-3,7	-0,4	-0,2	0,0
Toutes les personnes dans des familles de 2 personnes ou plus et les individus libres de liens familiaux, selon la province						
Canada	10,0	10,4	+0,4	-0,2	-0,8	-0,5
Terre-Neuve	10,2	10,7	+0,5	+0,1	-0,5	-2,3
Île-du-Prince-Édouard	6,6	7,3	+0,7	+1,0	-0,3	-0,6
Nouvelle-Écosse	9,9	10,7	+0,8	-2,3	-0,3	+0,3
Nouveau-Brunswick	10,1	8,7	-1,4	-0,6	-0,9	-0,1
Québec	12,2	13,0	+0,8	-1,3	-0,7	-0,6
Ontario	7,7	8,5	+0,8	-0,1	-0,9	-0,5
Manitoba	12,5	11,1	-1,4	+0,7	-1,2	-1,5
Saskatchewan	11,4	9,5	-1,9	0,0	+0,3	+0,2
Alberta	12,1	9,6	-2,5	-1,0	-0,4	-0,5
Colombie-Britannique	10,1	12,1	+2,0	2,4	-11	-0,3
Individus libres de liens familiaux						
Total	28,3	27,6	-0,7	-0,1	-1,8	-1,0
Hommes âgés (65 et plus)	17,8	16,4	-1,4	-0,4	+0,5	-0,4
Femmes âgées (65 et plus)	31,1	20,5	-10,6	+0,2	-1,0	-0,5
Hommes autres qu'âgés (moins de 65 ans)	24,5	26,5	+2,0	+0,4	-4,4	-0,5
Femmes autres qu'âgées (moins de 65 ans)	33,4	36,2	+2,8	-1,1	+0,6	-2,0

Note : Une famille de 4 personnes vivant dans une ville de 500 000 habitants ou plus avec un revenu annuel de moins de 29 908 \$ (7 477 \$ par personne) et une famille de 4 personnes en milieu rural ayant un revenu annuel de moins de 19 609 \$ (4 902 \$ par personne) sont classées comme étant à faible revenu.

* Long terme : à partir du pic économique précédent (1989) jusqu'à la dernière année disponible (2001)

Source : People Patterns Consulting, selon les données de *Le revenu au Canada, 2001*, Statistique Canada

NOTES EN FIN DE TEXTE

¹ Conseil canadien de développement social, *Personal Security Index 2003*, page 14. Non disponible en français.

² L'estimation en dollars réels de 2001 a été calculée en se servant de l'indice des prix du PIB pour les dépenses de consommation des Comptes nationaux. Statistique Canada utilise le même indice de prix pour construire sa série de documents de recherche sur les dépenses totales réelles des ménages.

³ Pour un examen exhaustif de l'impact des données démographiques sur les dépenses du ménage, consultez *CANADIAN AGE TRENDS AND TRANSITIONS TO 2016 – How we are shaping our shared future (points saillants à www.peoplepatternsconsulting.com),* par Roger Sauvé.

⁴ Ces estimations ont été effectuées en utilisant une calculatrice à www.fiscalagents.com/toolbox/index.shtml#tb4. Le calcul a été fait séparément pour les hypothèques et pour toutes les autres dettes. Pour les hypothèques, on a utilisé un taux d'intérêt d'une hypothèque ordinaire de 5 ans. Pour toutes les autres dettes, on s'est servi du taux de prêt à la consommation d'une banque à charte. Les deux ont été obtenus auprès de Statistique Canada. D'autres taux testés ont révélé des tendances similaires.

⁵ Ipsos-Reid pour la Banque de Nouvelle-Écosse, 10 décembre 2003. . <http://www.ipsos-na.com/news/pressrelease.cfm?id=1994>.

⁶ Conseil canadien de développement social, *Personal Security Index 2003*, page 17. Non disponible en français.

⁷ Ministère des Finances Canada, *La mise à jour économique et financière*, 3 novembre 2003.

⁸ Même que pour note en fin de texte 3 ci-dessus.

⁹ Roger Sauvé, *Rêve et réalité – Avoirs, dettes et valeur nette des ménages canadiens*, préparé pour l'Institut Vanier de la famille, 2002.

¹⁰ Développement des ressources humaines Canada, *Les statistiques de 2000 sur le faible revenu selon la mesure du panier de consommation*, mai 2003.

Sources de données de Statistique Canada utilisées dans ce rapport.

- *Le revenu au Canada 2001*, 75-202-XIF.
- *Tendances du revenu au Canada 1980-2001*, 13F0022XCB.
- *Comptes nationaux des revenus et dépenses* et *Comptes du bilan national* (différentes sources électroniques et tableaux *Cansim*).
- Banques de données *sur les personnes cotisant à un REER* et *sur les déclarants canadiens*.
- Tableau *Cansim* 281-0031 pour les gains horaires effectifs et Tableau *Cansim* 326-001 pour l'indice des prix à la consommation.
- Totalisation spéciale pour les paiements d'intérêts faits par le secteur des particuliers.
- Tableau *Cansim* 176-0041 pour les taux d'intérêt.

Note : Le nombre de ménages pour les années 1989 à 2001 est tiré de *Le revenu au Canada, 2001*, Statistique Canada. On présume que le nombre de ménages pour 2002 et 2003 connaît le même taux de croissance en pourcentage qu'en 2001.